



PPRAMA

Edition spéciale



• N° 242 - le 16 novembre 2012

La ZSP Barbès/Château-Rouge : un partenariat en action



Aujourd'hui, vendredi 16 novembre, le ministre de l'Intérieur est dans le 18^e arrondissement de Paris pour échanger avec les élus, les magistrats, les policiers et l'ensemble des partenaires impliqués dans cette zone de sécurité prioritaire (ZSP)

créée fin septembre 2012.

A cette occasion, un premier bilan d'étape peut être dressé.

► POURQUOI CETTE ZSP ?

Dégradation du quartier



Le quartier Barbès/Château Rouge concentre une conjonction de problématiques de délinquance mais aussi et surtout de « physionomie », d'apparence, qui contribuent à créer un sentiment, sinon d'insécurité, au moins de « mal vivre ».

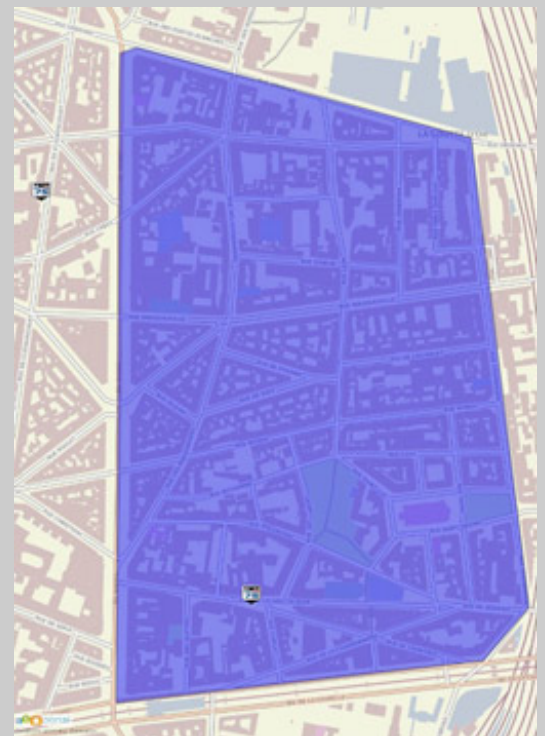
La prégnance des stupéfiants, avec de multiples points de « deal de rue » et une présence forte de polytoxicomanes, des vols avec violence ou à la tire (« pickpocket ») et du recel (trafic d'objets volés) justifient une action judiciaire forte.

Vente à la sauvette sous toute ses formes, racolage en matière de prostitution, consommation d'alcool sur la voie publique (et ses corollaires que sont les regroupements, tapages, mictions, saleté...) sont les nuisances que concentre ce secteur depuis des années et qui constituent l'enjeu que les pouvoirs publics doivent relever pour que la population se réapproprie cet espace.

► DISPOSITIF

► ZSP : CARTE D'IDENTITÉ

Cartographie de la ZSP « Barbès-Château Rouge » (Paris, 18^e arr.)



- population : 20 000
- commerces : 1 100

[Voir la cartographie de la ZSP](#)

► ZOOM SUR UNE SEMAINE DANS LA ZSP

Les plans d'actions mis en œuvre dans le cadre de la ZSP permettent d'impliquer de façon coordonnée tous les acteurs concernés afin de **travailler sur les causes de ces difficultés et non seulement sur leurs symptômes**. Elle est placée sous la triple autorité du préfet de police, du procureur de la république et du maire du 18^e arrondissement, le commissaire du 18^e ayant la responsabilité de la coordination et de la mise en œuvre opérationnelle.

Il comporte 4 volets.

Le premier, judiciaire, est particulièrement ciblé sur les stupéfiants, le proxénétisme, les vols et le recel.



voie publique, répression du stationnement anarchique ou abusif...).

Le deuxième volet, portant sur l'occupation de la voie publique, vise à assurer une présence visible, durable et dissuasive des forces de police (ilotage renforcé, opérations de sécurisation, répression de la vente à la sauvette, la consommation d'alcool et la miction sur la

Le troisième volet, axé sur la police administrative, cible tous les commerces qui, de par leur mode d'exploitation, peuvent être générateurs de nuisances. Les débits de boissons (officiels ou de fait), les restaurants, les épiceries, les salons de coiffure, les taxi-phones ou cybercafés, etc., font l'objet de contrôles poussés par tous les services compétents (police, hygiène, URSSAF, inspection du travail, impôts, douanes...).



Enfin, un volet partenarial agit sur la prévention et « l'environnement » du secteur (éducation nationale, propreté, voirie, espaces verts, direction de la prévention et de la protection de la ville, bailleurs, GPIS, pôle emploi...).

Les habitants, commerçants et acteurs locaux sont associés : d'une part, un « panel » de représentants va être constitué et sera régulièrement associé aux réunions de pilotage opérationnel. D'autre part, un questionnaire leur sera soumis, permettant d'avoir une évaluation « qualitative » de l'action menée dans la ZSP.

➤ ACTIONS



- **Les effectifs présents** : quotidiennement, dans la ZSP, ce sont 50 à 60 policiers de la DTSP 75 dont les effectifs du commissariat du 18^e, 2 à 3 sections de CRS, une dizaine de policiers de la DOPC et de la DOSTL, les personnels de la DRPJ, de la DRPP et des directions administratives de la préfecture de police et, dans le cadre du partenariat, ceux des Douanes, de l'URSSAF, de la DIRECCTE...

- **Les opérations hebdomadaires** : chaque semaine, ce sont 20 à 30 opérations anti-délinquance de toute nature réalisées, mais aussi 300 sécurisations de stations de métro et de bus, 15 opérations de régulation de la circulation, 6 à 8 opérations de type **CODAF**. Pour une moyenne de 200 interpellations, 40 gardes à vue, 20 à 30 contrôles d'établissements, 2 à 3 actions de prévention et de nombreux contacts avec les partenaires privés et publics.

Retour sur l'activité 24h/24 de la ZSP Barbès/Château rouge lors de la semaine du 1^{er} au 7 novembre.



Les effectifs : plus de 700 policiers des différentes directions de la PP renforcés par les CRS

Les opérations :

- **sécurisation** : 30 opérations de sécurisation sur la voie publique et dans les halls d'immeuble, **plus de 50** enlèvements de véhicules en stationnement gênant et abusif, **plus d'une dizaine** de verbalisations pour consommation d'alcool sur la voie publique, jeu de hasard et mises à demeure résultant d'une présence remarquée sur le terrain, **300** sécurisations des stations de métro du territoire et des bus

- **circulation** : 15 opérations de régulation de la circulation et verbalisation sur les carrefours Barbès/Chapelle et Barbès/Ordener, **8** immobilisations réalisées

- **CODAF** : 10 établissements contrôlés

- **Hygiène et sécurité (non-respect de la législation en vigueur)** : 30 commerces de bouche et de soins contrôlés
A noter que depuis le 27 septembre, date de création de la ZSP, 19 fermetures administratives dont 11 pour hygiène ont été prononcées.

Au total, ce sont 216 personnes qui ont été interpellées, dont 9 déférées, ainsi que 170 procès-verbaux dressés pour vente à la sauvette.

- **Détail** : l'esprit qui anime les ZSP est l'action en partenariat, de ce fait les résultats doivent être présentés non par service mais par thématique.



kilo de cocaïne et deux kilos d'héroïne ont été saisis par la DRPJ.

• **Volet judiciaire** : en matière de lutte contre **le trafic de stupéfiants**, BS, 2e DPJ et DRPP ont identifié dans la continuité du plan de lutte contre les stupéfiants de nouveaux objectifs dont le démantèlement impactera les trafics locaux d'ores et déjà fortement déstabilisés par l'occupation accrue de la voie publique. 16 personnes ont été placées en garde à vue, plus d'un

Dans le domaine de la **prostitution**, 3 appartements ou lieux de prostitution ont été démantelés par la BRP conduisant à 7 interpellations pour proxénétisme, plusieurs autres sont en cours d'investigations et certains ont déjà vu leur activité se réduire considérablement. En parallèle, l'action forte sur le racolage de voie publique et le durcissement de la politique pénale du Parquet ont conduit à une raréfaction des prostituées.

Plus largement, les résultats en la matière s'expliquent également par le renforcement des synergies dans le domaine de l'échange des informations, la coordination entre services et la très forte implication du Parquet.

En matière de **vols avec violences et de recels**, défèrements et poursuite systématique des auteurs identifiés, le travail de synthèse judiciaire, l'attention portée aux multirécidivants, l'exécution de toutes les peines et l'intense activité du SAIP 18 commencent à produire un impact naturel sur la délinquance locale.



S'agissant des **ventes à la sauvette de cigarettes**, la division des Douanes de Paris en collaboration avec le CP18 renforce le travail entrepris avant la création de la ZSP dans le secteur du métro Barbès-Rochechouart et s'intéresse également désormais aux contrefaçons, ainsi qu'aux

lieux de stockage situés à proximité de lieux de revente, lors des deux dernières opérations, 13 personnes ont été interpellées. La DRPP a parallèlement procédé au démantèlement d'un réseau de vente illicite de cigarettes de contrefaçon conduisant au placement en détention de huit personnes pour 329 000 cigarettes saisies.

• **Volet « occupation de la voie publique » et visibilité accrue des forces de police** : sa concrétisation apparaît par la très forte mobilisation de l'ensemble des services de la PP : CP 18, ASP 18, DTSP75, CSI, BAC 75N, SDRPT, CRS, DOPC, DOSTL... Un effort a également été porté sur la fidélisation des effectifs notamment des CRS pour améliorer leurs connaissances des problématiques locales.



• **Volet administratif** : DTPP, DRPP, CP18, DRPJ, URSSAF, administrations partenaires ont déjà contrôlé 80 commerces - débits de boissons, restaurants, épiceries, cosmétiques, salons de coiffure...-, 8 fermetures administratives et 9 avertissements préfectoraux notifiés,

et 11 fermetures pour hygiène prononcées. Ces résultats s'expliquent notamment par le raccourcissement des délais de traitement des propositions de sanctions administratives par la DTPP : une quinzaine de jours contre plus de 2 mois.

➤ LES PARTENAIRES DE LA ZSP

La PP : préfecture de police
ASP 18 : agents de surveillance de Paris du 18e arrondissement
BAC 75N : brigade anti criminalité parisienne de nuit
BRP : brigade répression du proxénétisme
BS : brigade des stupéfiants
CP 18 : commissariat de police du 18e
CRS : compagnie républicaine de sécurité
CSI : compagnie de sécurisation et d'intervention
2e DPJ : 2e district de police judiciaire
Directions de la préfecture de police
DOPC : direction de l'ordre public et de la circulation
DOSTL : direction opérationnelle des services techniques et logistiques
DRPJ : direction régionale de la police judiciaire
DRPP : direction du renseignement de la préfecture de police
DTPP : direction des transports et de la protection du public
DTSP 75 : direction territoriale de la sécurité de proximité de Paris
SAIP 18 : service de l'accueil et de l'investigation de proximité du 18e arrondissement
SDRPT : sous direction régionale de police des transports

Les autres ...

Bailleurs

Douanes de Paris

DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Education nationale

GPIS : groupement parisien inter-bailleurs de surveillance

Impôts

Inspection du travail

Mairie de Paris (propreté, voirie, espaces verts, direction de la prévention et de la protection),

Mairie du 18e

Parquet du tribunal de grande instance de Paris

Pôle emploi,

URSSAF : Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

Et tous ceux qui n'ont pu être cités...

➤ PERSPECTIVES



Ce premier bilan ne peut être que partiel, moins de deux mois se sont écoulés depuis la mise en place de la ZSP Barbès/Château rouge. Plusieurs enseignements peuvent néanmoins d'ores et déjà être tirés : l'originalité du plan d'action dont la mise en œuvre mobilise de nombreux partenaires

qui agissent de manière coordonnée avec une méthode et un calendrier partagés pour concourir à un objectif commun : la réappropriation de l'espace public.

Concernant l'aspect judiciaire, il est important de rappeler que le temps de l'enquête judiciaire n'est pas celui de l'ordre public, l'investigation est un investissement dans la durée bien que les premiers résultats en matière de stupéfiants, prostitution, vols avec violences et recel soient encour agents.

Plus visible, l'accroissement des forces de police et le travail en matière de police administrative qui produisent déjà une amélioration de la physionomie.

Vigilance. Une attention toute particulière est portée aux abords de la ZSP pour éviter tout effet « report » de délinquance, notamment par la mise en place de dispositifs de sécurisation renforcée sur les sites de la gare du Nord (10e) et de la place de Stalingrad (19e).

➤ CODAF



Les comités départementaux d'action contre les fraudes (CODAF) ont été créés par décret le 25 mars 2010. Mis en place à Paris le 22 juin 2010, il est co-présidé par le préfet de police et le procureur de la république et vise à faciliter les échanges de données entre service de l'Etat (police, services fiscaux, douanes) et organismes sociaux (CAF, CPAM, CNAV, URSAFF, pôle emploi) afin de sanctionner les fraudeurs en démultipliant l'action des pouvoirs publics à leur rencontre.

➤ MÉDIATHÈQUE

ZSP : les policiers sur le terrain



[Voir le diaporama](#)

➤ EN LIGNE

PPrama spécial : lancement de la ZSP Barbès/Château Rouge

The screenshot shows the PPRAMA website with the following content:

- À LA UNE**: Lancement de la zone de sécurité prioritaire (ZSP) Barbès/Château Rouge (10e).
- 75/93**: La préfecture de police compte désormais une ZSP dans le quartier, ce sera un point important à l'heure de la mise en place de la ZSP. Elle sera placée sur des zones particulièrement sensibles, les ZSP ont pour objectif de permettre aux habitants de se réapproprier leur quartier et d'être impliqués dans l'espace public.
- CHIFFRE DE LA DÉMARCHE**: 1
- ACTUALITÉ**: Conférence de presse.

[Retrouvez le PPRama n°235 du 3 octobre dernier, diffusé à l'occasion](#)

[du lancement de la zone de sécurité prioritaire \(ZSP\) Barbès/Château Rouge \(18e\).](#)

L'infolettre PPrama est réalisée et diffusée par le service communication de la préfecture de police.
Directeur de la publication : Xavier Castaing, Chef du service de la communication, Cabinet du préfet de police.
Rédacteur en chef : Didier Carié.

9 boulevard du Palais, 75004 Paris | Crédits photos : préfecture de police / fotolia / IGN

[Se désabonner](#) | [Nous contacter](#) | [Consulter les numéros précédents](#) | [Préfecture de police](#)